



Loi n°2016-006
portant organisation et attributions du
Haut Conseil de la Défense Nationale
EXPOSE DES MOTIFS

Selon l'esprit de la Constitution de 2010, le Haut Conseil de la Défense Nationale (HCDN) se substitue au Conseil Supérieur de la Défense Nationale institué par la Constitution précédente.

Il est prescrit à ce titre que son organisation et ses attributions sont fixées par la loi. Néanmoins, la Constitution a déjà mis en évidence « notamment la mission de veiller à la coordination des actions confiées aux Forces Armées afin de préserver la paix sociale ». Il importe cependant de circonscrire les missions générales du HCDN en tenant compte de l'étendue des missions du Président de la République en matière de défense d'une part mais aussi en s'inscrivant d'ores et déjà dans la notion, plus large, de sécurité nationale consacrée par les concepts juridiques communément admis sur le plan international.

Sur le même registre, il est devenu impératif que la réforme des systèmes de sécurité, prônée depuis quelques années dans le concert des Nations, puisse avoir son ancrage juridique, à Madagascar, au niveau de la présente loi.

S'agissant de sa composition, le Haut Conseil doit nécessairement émaner des institutions exerçant dans la défense compte tenu des responsabilités gouvernementales mises en jeu en la matière, sans toutefois exclure les possibilités de recours à des expertises.

Enfin, le Haut Conseil devant oeuvrer dans le cadre de sessions tenues à fréquences plus ou moins espacées, il importe qu'il puisse se faire assister par un secrétariat permanent, qui lui est directement associé, pour être chargé de l'instruction des dossiers sur lesquels le Haut Conseil est appelé à statuer. La présente loi est composée de trois (03) titres répartis en quatorze (14) articles :

Le Titre premier allant de l'article 1 à l'article 3 définit les principales missions du Haut Conseil de la Défense Nationale. La loi conforte la fonction d'assistance de cet organe au Président de la République en matière de défense.

Le Titre II allant de l'article 4 à l'article 11, définit des attributions et l'organisation du Haut Conseil de la Défense Nationale et décline les missions visées dans le titre premier. Le Haut Conseil de la Défense Nationale dispose d'un Secrétariat permanent (articles 10 et 11) rattaché à la Présidence. Deux sessions annuelles sont désormais prévues dans ladite loi (article 8).

Le Titre III allant de l'article 12 à l'article 14, clôt la présente loi, en abrogeant toutes dispositions antérieures contraires.

Tel est l'objet de la présente loi.



Loi n°2016-006

portant organisation et attributions du Haut Conseil de la Défense Nationale

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adoptés en leurs séances respectives en date du 09 juin 2016 et du 28 juin 2016, la loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Conformément aux dispositions de l'article 56 de la Constitution, un Haut Conseil de la Défense Nationale est institué pour assister le Président de la République dans son rôle de Chef Suprême des Forces Armées dont il garantit l'unité.

La présente loi fixe son organisation et ses attributions.

Article 2 : Le Haut Conseil de la Défense Nationale est placé sous l'autorité directe du Président de la République qui en préside les sessions.

Article 3 : Le Haut Conseil de la Défense Nationale a pour missions principales de :

- assister le Président de la République dans l'exercice de ses fonctions relatives à la défense elle-même inscrite dans le cadre de la stratégie de sécurité nationale;
- veiller à la coordination des actions confiées aux Forces Armées afin de préserver la paix sociale.

TITRE II

DES ATTRIBUTIONS ET DE L'ORGANISATION

CHAPITRE PREMIER

DES ATTRIBUTIONS

Article 4 : Le Haut Conseil de la Défense Nationale est chargé de :

- valider le Projet de concept de défense ainsi que le document de stratégie de la sécurité nationale dans lequel il s'inscrit;
- veiller au bon fonctionnement des systèmes de sécurité et des dispositifs de défense et ;
- assurer le pilotage des réformes en ces matières.

Article 5 : Le Haut Conseil de la Défense Nationale émet des avis :

- sur le recours du Premier Ministre aux forces de l'ordre pour rétablir la paix sociale en cas de troubles graves se déclarant à l'échelle nationale et avant que la proclamation de la situation d'exception prévue par la loi n°91-011 du 18 juillet 1991 relative aux situations d'exception ne soit prononcée par le Président de la République ;
- sur l'engagement des forces et des moyens militaires pour les interventions extérieures ;
- sur tout autre point relevant de la défense et de la sécurité nationale.

CHAPITRE II

DE L'ORGANISATION

Article 6 : Le Haut Conseil de la Défense Nationale est constitué d'un collège de membres assisté par un secrétariat permanent à la défense et à la sécurité nationale.

SECTION I DES MEMBRES DU HAUT CONSEIL

Article 7 : Le Président de la République nomme les membres du Haut Conseil de la Défense Nationale, sur proposition du Ministre de la Défense Nationale et du Secrétaire d'Etat auprès du Ministère de la Défense Nationale chargé de la Gendarmerie Nationale, parmi les officiers généraux et les officiers supérieurs en activité.

Le Haut Conseil de la Défense Nationale est composé de quinze (15) membres permanents issus de l'Armée Malagasy et de la Gendarmerie Nationale.

Le Ministre de la Défense Nationale et le Secrétaire d'Etat auprès du Ministère de la Défense Nationale chargé de la Gendarmerie Nationale sont les membres de droit au Haut Conseil de la Défense Nationale.

⁵

En tant que de besoin et en fonction de l'ordre du jour, les autres Ministres directement concernés pour les questions de défense peuvent être convoqués par le Président de la République.

Article 8 : Le Haut Conseil de la Défense Nationale se réunit sur convocation du Président de la République, au moins deux fois par an en session ordinaire. Si la situation l'exige, il peut réunir les membres en session extraordinaire sur son initiative.

La première session ordinaire se déroule au plus tard dans le courant du mois d'Avril et la seconde, au plus tard dans le courant du mois de Septembre.

Article 9 : Le Haut Conseil de la Défense Nationale peut faire appel à des personnes ressources, ou à des experts à titre consultatif.

En tant que de besoin, les Présidents de commissions en charge de la défense *et de la Sécurité ou de leur représentant* au sein du Parlement peuvent être invités aux sessions du Haut Conseil.

SECTION II DU SECRETARIAT PERMANENT

Article 10 : Le secrétariat permanent auprès du Haut Conseil de la Défense Nationale assiste ce dernier dans toutes les tâches attenantes à l'instruction des dossiers relevant des attributions du Haut Conseil. Il est dirigé par un Secrétaire Permanent, nommé par décret pris en conseil des ministres.

Article 11 : L'organisation et le fonctionnement du Secrétariat Permanent ainsi que les attributions du Secrétaire Permanent sont fixés par décret pris en conseil des ministres.

TITRE III DISPOSITIONS DIVERSES

Article 12 : Les dispositions administratives et financières ainsi que les modalités d'application de la présente loi sont fixées par des textes réglementaires.

Article 13 : Toutes dispositions antérieures et contraires à celles de la présente loi sont et demeurent abrogées.

⁶

Article 14: La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République. Elle sera exécutée comme loi de l'Etat.

Antananarivo, le 28 juin 2016

**LE PRESIDENT DU SENAT,
RAKOTOMANANA Honoré**

**LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,
RAKOTOMAMONJY Jean Max**